

# UN MONDE EN RISQUE. ENTRETIEN RÉALISÉ LE 11 MAI PAR FRANÇOIS-XAVIER ALBOUY, JEAN- HERVÉ LORENZI ET DANIEL ZAJDENWEBER.

Hubert Vedrine

*Un monde en risque. Entretien réalisé le 11 mai par François-Xavier Albouy, Jean-Hervé Lorenzi et Daniel Zajdenweber.*

Risques: Quand on regarde la France aujourd'hui, avec ses allantes et ses atouts, mais aussi ses faiblesses, quels sont les risques à court et peut-être à moyen terme? Hubert Védrine: Rappelons, d'abord, que la France, comme tous les autres pays, se situe dans un monde marqué par la globalisation déréglée des trente dernières années. Ou elle est d'autre part, un pays occidental, européen, original et spécifique, et qu'à ce titre elle n'échappe pas à cet immense basculement de l'histoire du monde, qui fait que les pays occidentaux sont en train de perdre le monopole qu'ils ont obtenu pendant plusieurs siècles dans la conduite des affaires du monde. Or c'était un élément considérable de la puissance française, du rayonnement français et de l'idée que les Français se faisaient d'eux-mêmes. Il y a eu quatre siècles de domination européenne, et pendant ce temps-là, nous avons été les premiers à nous lancer dans le monde. Et c'est aussi, pendant ce temps-là, que nous avons été les premiers à nous lancer dans le monde. Et c'est aussi, pendant ce temps-là, que nous avons été les premiers à nous lancer dans le monde. Et c'est aussi, pendant ce temps-là, que nous avons été les premiers à nous lancer dans le monde.

Et c'est la première fois que tous les peuples du monde sont vraiment globalisés, de gré ou de force, rapprochés par des raisons de facilité de transports et de communications instantanées, interdépendants et inter-réactifs. La France n'y échappe pas. Cela nous oblige à nous demander si la France reste un pays original, et si ce n'est pas le cas, si elle est devenue un pays occidental parmi d'autres, il faut lui appliquer la grille d'analyse qui concerne tous les pays occidentaux: quelle force, quelle avance garde-t-elle? Quel leadership peut-il conserver? Même si c'est un leadership contesté et relatif. Si on pense que la France est surtout un pays européen, pas spécialement «occidental», il faut d'abord se demander ce que l'Europe peut devenir et la France en son sein. Si c'est la France en tant que telle qui compte dans sa spécificité, alors il faut appliquer une autre grille...

Ce que j'avais essayé de faire, d'ailleurs, dans mon livre d'entretiens avec Dominique Moïatti en 2000, Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation... Et ce que je'ai fait, c'est de nous ramener pour le président de la République, durant l'été 2007, sur «la France et la mondialisation». S'agissant de la France, on a relevé parmi les handicaps français, peut-être un peu superficielle et une population insuffisamment élevée... Les gens qui pensent qu'il est l'époque des États-nations considèrent que c'est un handicap. Cela se traduit par le fait que nous hésitons dans quel domaine on le met. Après, on a eu l'évaluation économique, politique, économique, etc. Mais «exporter» n'est pas un handicap. On doit regarder les recherches, le développement technologique, les sciences, les arts, les lettres, etc. Mais ce n'est pas un handicap. On doit regarder les recherches, le développement technologique, les sciences, les arts, les lettres, etc. Mais ce n'est pas un handicap. On doit regarder les recherches, le développement technologique, les sciences, les arts, les lettres, etc. Mais ce n'est pas un handicap.

On ne peut pas exporter notre système. On n'en a pas la capacité. On l'a fait pendant des siècles: depuis l'évangélisation par des missionnaires jusqu'à l'ingénierie et au droit de l'homme, en passant par le Code civil... Les Français ont adoré l'idée qu'ils allaient projeter sur le monde leur religion, leur culture, leur démocratie. Ils appelaient cela l'Universalisme. Mais maintenant c'est le monde qui se projette sur eux! Au nom de quoi, et avec quelle efficacité dirions nous aux Chinois, par exemple, à quel moment il faut vraiment hausser le niveau de la protection sociale pour que la société chinoise évolue harmonieusement et n'éclate pas? On peut dire: «regardez votre système à nous, si cela vous intéresse vous pourriez vous inspirer de...». On ne peut pas exporter. Risques: Il faut pourtant voir le nombre de missions asiatiques, chinoises particulièrement, mais aussi africaines, qui toutes les semaines sont à Paris pour étudier nos différents systèmes de protection sociale et de gestion des risques collectifs... On ne peut pas nous faire un atout? Hubert Védrine: Si, le fait qu'ils s'intéressent à nous est un atout si cela vient d'eux. Mais pour un pays, il faut avoir atteint un degré de développement économique suffisant pour prélever sur cette richesse une certaine protection sociale, et même après, on ne change jamais aux problèmes de financement public. Il faut aussi un certain degré de citoyenneté pour que les choses fonctionnent, que les gens soient prêts à accepter une certaine protection sociale. Il faut aussi un certain degré de citoyenneté pour que les choses fonctionnent, que les gens soient prêts à accepter une certaine protection sociale. Il faut aussi un certain degré de citoyenneté pour que les choses fonctionnent, que les gens soient prêts à accepter une certaine protection sociale.

Mais maintenant c'est le monde qui se projette sur eux! Au nom de quoi, et avec quelle efficacité dirions nous aux Chinois, par exemple, à quel moment il faut vraiment hausser le niveau de la protection sociale pour que la société chinoise évolue harmonieusement et n'éclate pas? On peut dire: «regardez votre système à nous, si cela vous intéresse vous pourriez vous inspirer de...». On ne peut pas exporter. Risques: Il faut pourtant voir le nombre de missions asiatiques, chinoises particulièrement, mais aussi africaines, qui toutes les semaines sont à Paris pour étudier nos différents systèmes de protection sociale et de gestion des risques collectifs... On ne peut pas nous faire un atout? Hubert Védrine: Si, le fait qu'ils s'intéressent à nous est un atout si cela vient d'eux. Mais pour un pays, il faut avoir atteint un degré de développement économique suffisant pour prélever sur cette richesse une certaine protection sociale, et même après, on ne change jamais aux problèmes de financement public. Il faut aussi un certain degré de citoyenneté pour que les choses fonctionnent, que les gens soient prêts à accepter une certaine protection sociale. Il faut aussi un certain degré de citoyenneté pour que les choses fonctionnent, que les gens soient prêts à accepter une certaine protection sociale.

Mais maintenant c'est le monde qui se projette sur eux! Au nom de quoi, et avec quelle efficacité dirions nous aux Chinois, par exemple, à quel moment il faut vraiment hausser le niveau de la protection sociale pour que la société chinoise évolue harmonieusement et n'éclate pas? On peut dire: «regardez votre système à nous, si cela vous intéresse vous pourriez vous inspirer de...». On ne peut pas exporter. Risques: Il faut pourtant voir le nombre de missions asiatiques, chinoises particulièrement, mais aussi africaines, qui toutes les semaines sont à Paris pour étudier nos différents systèmes de protection sociale et de gestion des risques collectifs... On ne peut pas nous faire un atout? Hubert Védrine: Si, le fait qu'ils s'intéressent à nous est un atout si cela vient d'eux. Mais pour un pays, il faut avoir atteint un degré de développement économique suffisant pour prélever sur cette richesse une certaine protection sociale, et même après, on ne change jamais aux problèmes de financement public. Il faut aussi un certain degré de citoyenneté pour que les choses fonctionnent, que les gens soient prêts à accepter une certaine protection sociale. Il faut aussi un certain degré de citoyenneté pour que les choses fonctionnent, que les gens soient prêts à accepter une certaine protection sociale.

Source: <https://www.hubertvedrine.net>  
 Homepage > Publications  
 par François-Xavier Aubouy, Jean-Hervé Lorenzi et Daniel Zajdenweber



29/08/2011